

Le budget

leur diminution constante fait baisser quotidiennement le coût des programmes.

En terminant, il importe de faire remarquer que les compressions annoncées au budget et la conception même de ce budget font énormément penser à une façon de chercher à entourlouper une banque.

Monsieur le Président, si vous ou moi avons une petite entreprise et que nous allions dire à la banque: «Nous avons des tas de clients qui nous doivent de l'argent, mais nous n'allons pas nous en occuper. Nous allons simplement augmenter nos dépenses de 5 p. 100 cette année, et nous allons essayer de vous rembourser et de réduire notre dette le plus que nous pourrons, mais nous n'allons pas importuner ces clients qui nous doivent de l'argent, nous n'allons pas leur demander de régler leurs factures.» Notre banque, à vous ou à moi, penserait que nous avons perdu la tête.

Pourtant le gouvernement a présenté un budget. Il a toutes sortes de créances que lui doivent les 80 000 sociétés canadiennes rentables qui ne payent pas d'impôt, parmi les sociétés et les contribuables qui reportent le paiement de l'impôt constamment, mais il augmente son budget, il comprime des postes très importants dont les gens ont désespérément besoin, et il nous dit à vous et à moi qu'il se serre la ceinture, et il va dire à sa banque: «Mais nous allons réduire les dépenses que nous pourrions.»

Il est grand temps à mon avis que le gouvernement commence à demander aux Canadiens qui se trouvent à l'autre extrémité du spectre économique de supporter leur juste part des compressions budgétaires, qu'il donne au Canada un budget équilibré parce que cela c'est très important à mon avis. Il n'y a personne dans mon parti qui serait contre un budget en équilibre. Ce qui nous oppose, ce sont les priorités politiques, et pour le gouvernement, la priorité c'est d'enlever l'argent aux pauvres, à ceux qui en ont le moins, en laissant indemnes ses copains. Il est temps que le gouvernement répartisse le coût de la réduction du déficit, qu'il en fasse partager la charge par ses favoris qui sont les grosses entreprises et les riches, au lieu de la faire porter uniquement sur les pauvres encore une fois.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, j'ai certains commentaires à adresser à ma collègue. Je suis de Surrey-Nord, la municipalité qui connaît le plus haut taux de croissance au Canada. Si la députée a suivi les nouvelles concernant la partie sud de la province ces

derniers mois, elle sait sans doute que le secteur des soins médicaux actifs et chroniques dans la municipalité de Surrey traverse une très grave crise.

Surrey est en pleine croissance, non seulement parce qu'elle est une ville dortoir, mais également parce que des Canadiens du reste du pays viennent s'établir en Colombie-Britannique, attirés par les possibilités d'emploi. Le gouvernement a choisi de limiter l'aide que le Régime d'assistance publique du Canada pouvait apporter à la province. Le gouvernement réduit les paiements de transfert, ce qui diminuera énormément la capacité des provinces de mettre en place les services de soins médicaux nécessaires.

Actuellement, il manque 400 lits à l'hôpital de Surrey. Depuis 1971, le nombre de lits par rapport à la population totale diminue au lieu d'augmenter, comme ce devrait être le cas, uniquement en raison de l'accroissement de la population. De plus, des lits disponibles n'ont pas été utilisés en raison du manque de fonds de fonctionnement.

Il y a toute une série de problèmes qui frappent tout particulièrement les régions urbaines en croissance rapide comme la circonscription de la députée et la mienne où, en raison du manque de fonds fédéraux, les gouvernements provinciaux ont simplement équilibré leurs budgets en faisant porter le poids des compressions budgétaires aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux municipalités, et en réduisant les services d'aide sociale et les services aux pauvres. Les provinces ont appris il y a des années que le gouvernement fédéral réglait ses problèmes budgétaires en réduisant les fonds qu'il leur verse. Il y a des années, celles-ci ont décidé de réduire les fonds versés aux conseils scolaires et aux hôpitaux.

Avec ce genre de réduction dans les paiements de transfert, que pense la députée des possibilités pour l'hôpital Surrey Memorial ou d'autres hôpitaux du même type d'obtenir les crédits suffisants pour pallier sa pénurie de 400 lits et pour doter adéquatement en personnel les lits dont il dispose actuellement?

Mme Langan: Monsieur le Président, je suis convaincue que les perspectives sont très peu encourageantes, surtout si l'on songe à l'attitude du gouvernement en Colombie-Britannique, qui tergiverse et ne s'attaque aucunement aux problèmes chroniques. De fait, dans cette province, nous venons de voir que, dans la propre circonscription du député, il y a plus de salles de classe mobiles que dans beaucoup de districts scolaires de la